



N° JAU/46 - 15 mars 1969

" LES ALGERIENNES "

par Fadéla M'rabet

Paris, François Maspéro, Série "Cahiers Libres", N°103, 1967, 303 p.

M. Borrmans

Avec la parution de ce nouveau livre, certains esprits superficiels diront que Mme Fadéla M'rabet est, bel et bien, récidiviste. N'avait-elle pas déjà posé, il y a trois ans, et dans toute son acuité, le problème de "La Femme Algérienne"(1) ? On pouvait penser, dès lors, que la cause avait été entendue et qu'il n'était plus besoin d'y revenir, le dossier ayant été classé parmi beaucoup d'autres. Il a donc fallu un certain courage à l'auteur pour oser l'ouvrir à nouveau et rappeler opportunément que le problème demeure et que ses solutions se font par trop attendre (2).

I) Le livre précédent : "La femme algérienne"

Ce premier livre avait été un cri du cœur, en quelque sorte, et ses accents étaient empreints de passion, voire de véhémence : dans son refus d'une soumission séculaire et son appel à la révolte généralisée, il ne reculait pas devant la description réaliste des rapports entre les sociétés masculines et féminines, en Algérie, au point de prêter le flanc à plus d'une interprétation douteuse. Sous le signe de cette phrase du Président Ben Bella : "Il y a dans notre pays cinq millions de femmes qui subissent un asservissement indigne d'une Algérie socialiste et musulmane", l'auteur entendait souligner que l'on a trop tendance, chez nous, à renvoyer à demain ce qu'on pourrait faire aujourd'hui... C'est souvent de l'étourderie ; mais quand il s'agit des femmes, c'est plutôt du sabotage, la volonté délibérée de n'aborder jamais (ou le plus tard possible) la question : il y a tellement de privilèges en jeu" (p. 10). S'appuyant sur les déclarations multiples du F. L. N. en guerre, sur le programme de Tripoli et sur la charte d'Alger, elle analysait la situation difficile de la condition féminine en Algérie, lors des premières années d'indépendance, utilisant, pour cela, nombre de faits qu'elle avait pu glaner dans son métier de journaliste et de rédactrice à certaines émissions de Radio-Alger. "La puissance et la gloire" (pp. 13-84), "De la soumission à la révolte" (pp. 85-124) et "Perspectives" (pp. 125-140) représentaient les trois articulations essentielles de son argumentation, au terme de laquelle elle pensait devoir affirmer : "il en est de la libération des femmes comme de l'indépendance nationale : elle s'arrache. Les colonisés, les prolétaires qui se sont libérés, ces dernières décennies, ne doivent qu'à eux-mêmes leur salut ; c'est grâce à leurs luttes que les femmes, ailleurs, ont conquis la plupart de leurs droits. Les Algériennes n'ont pas à attendre de miracle ; le législateur a fait tout ce qu'il a pu : il leur a accordé tous les droits ; à elles de prendre en main leur destin et, au lieu de geindre, de faire en sorte que les barrages sautent, que les obstacles cèdent et que la liberté... soit chez nous la chose du monde la mieux partagée" (pp. 139-140).

Critiqué, voire condamné, par les uns (Algériens, en général), approuvé souvent avec réserves (étrangers, en général), le livre avait davantage suscité des questions que proposé des réflexions et

envisagé des solutions. L'écrivain bien connue, Assia Djebar, en relativisait l'importance tout en soulignant l'intérêt de sa lecture... : "Je le trouve courageux par endroits, instructif à d'autres, écrit en beaucoup de pages comme un pamphlet alerte... Mais, dans son ardeur, sympathique et compréhensible, à dénoncer "l'exploitation" de la femme algérienne, dans sa volonté - justifiée - d'ouvrir le procès par un réquisitoire sur le comportement de l'Algérien actuel, elle aboutit à une généralisation qui fait sursauter... D'après l'auteur, si l'homme algérien méprise et considère comme "chose" sa femme, sa sœur, sa fille, c'est en tant qu'Algérien, et nullement en tant qu'homme en général... Alors qu'en vérité, c'est parce que chose lui-même qu'il "chosifie" la femme... L'explication donnée (des faits) est sommaire ou n'existe pas Cela n'est pas sérieux, parce que le sujet est immense, multiple, complexe, comme cela est si bien dit dans la Préface : "La femme, pour chacun de nous, et pour elle-même d'abord, est problème ; il est au centre de toutes nos obsessions, de nos cauchemars, de nos peurs ou de nos espoirs. Il faut donc le regarder en face... Un tel ouvrage est révélateur d'une déception profonde que l'on peut éprouver, depuis deux ans et demi d'indépendance, devant la condition féminine en Algérie. Les raisons (en) sont... multiples : Fadéla M'rabet avait à distinguer la part imputable à l'inculture, à la misère ; au chômage, à la ségrégation des sexes imposée depuis des siècles par une caricature d'Islam, au traumatisme même des violences subies pendant la guerre, enfin très souvent à une réaction de classe (comportement du petit bourgeois de toutes les sociétés méditerranéennes). Plus proche d'un tableau de mœurs pour magazine féminin que d'un essai qui aurait dû témoigner de la lucidité d'une pensée politique ou, au moins, de la méthode d'une enquête sociologique, cet ouvrage... n'arrive pas à appréhender ce qui relève d'une spécificité algérienne" (3).

2) Le livre lui-même "Les Algériennes" et son contenu.

Tout le débat instauré autour du premier livre avait donc permis de brosser déjà les grandes lignes de ce qui devrait en être "la reprise". Dans "*Perspectives*", la recension du premier livre ne disait-elle pas : "Nous aurions souhaité que la partie traitant des solutions envisagées fût plus approfondie et occupât une plus large place dans son livre : donner du travail (indépendance économique de la femme), rendre la scolarisation obligatoire pour les filles jusqu'à 16 ans, généraliser les classes "mixtes", organiser et multiplier les campagnes d'informations, etc... ". Il semble bien que l'auteur ait tiré, de tout cela, le canevas du livre analysé.

S'il demeure courageux, ce livre se veut œuvre de raison et entend aborder la réalité féminine algérienne d'une manière plus scientifique, autrement les hommes et les femmes d'Algérie, étant donné ce qu'ils sont, risqueraient de se méprendre, une fois de plus, sur l'intention profonde de l'auteur. Reconnaissons que le sujet reste difficile et "brûlant", car il ne cesse de susciter les réactions les plus opposées et les plus passionnées, et avouons qu'il est toujours actuel, car la condition humaine de la femme algérienne n'a guère changé dans l'intervalle de trois ans qui sépare la publication des deux livres de Fadéla M'rabet : frustrations et souffrances en sont toujours le lot commun, même si beaucoup éprouvent de plus en plus un besoin de promotion en vue d'une féminité épanouie et respectée de tous. Parler de tout cela avec sérénité et objectivité s'avère toujours difficile, voire impossible : l'auteur y a tendu de toutes ses forces, même si parfois elle y a retrouvé des accents qui rappellent le style osé du premier livre ; on essaiera toujours d'en mesurer la portée exacte et de l'excuser alors d'une passion généreuse qui réduit, parfois, la rigueur de la raison !

Avec une phrase de Tchekhov en exergue, qui souligne la "complémentarité" des sexes ("Sans la société des hommes, les femmes se fanent, sans la société des femmes, les hommes s'abêtissent"), l'auteur précise, en sa Préface, que "trois ans ne suffisent pas (même s'il y a un certain dégel, même si quelque chose semble devoir se faire) pour que se modifie, de façon sensible, la condition féminine... Après les remous que suscita le premier (livre) et les critiques sensées que, parmi beaucoup de délire, il souleva, on pouvait espérer que d'autres - sociologues, économistes, juristes... - s'efforceraient de mieux saisir la réalité et en donneraient une vision plus "scientifique". Force est de constater qu'il n'en est rien. On ne discute pas rationnellement... On se contente de slogans et d'affirmations... , et les notions d'évolution, d'émancipation féminines restent toujours aussi confuses et passionnelles. Alors il est donc urgent de revenir aux réalités, en tenant compte des faits..., aussi y verrons-nous peut-être plus clair. C'est précisément l'objet de ce dossier : en s'appuyant sur des faits, des chiffres, des articles, en citant des réactions et des réflexions, il se propose de contribuer à élucider une situation, à poser ses problèmes en termes de raison.

Un premier chapitre (pp. 13-76) montre combien le décalage est grand entre l'affirmation verbale et la réalité des faits. Intitulé "Tartuferies", il tend à montrer que tous semblent solidaires dans une volonté inconsciente de déclarer le problème résolu, grâce aux déclarations "sécurisantes" et au constat, souvent répété, que "nous évoluons... en accord avec nos traditions... , dans le respect de la

personnalité algérienne... et dans un cadre arabo-islamique". L'auteur, se référant constamment aux titres et aux articles des organes de la presse officielle s'efforce d'en souligner "la distance" par rapport aux réalités telles que les quotidiens les dépeignent et que les faits les établissent. C'est sans doute la partie de son livre qui irritera le plus le lecteur masculin dont les convictions rejoignent celles d'une certaine opinion publique officielle. Il faut convenir que l'ambiguïté est, extrême dans ce qu'il faut bien appeler les thèses de cette opinion officielle où se rencontrent, s'affrontent et coexistent partisans d'un socialisme exigeant et laïcisant, d'une part, et nostalgiques d'un ordre social arabo-musulman qui défendent des valeurs "algériennes sans trop bien distinguer, parmi celles-ci, les traditions qui doivent mourir, parce que tributaires de leur époque, et celles qui doivent perdurer parce que constituant la "personnalité de base" algérienne, à travers les âges !

L'auteur conclut ainsi ce chapitre : "Évoluer dans le respect du passé, conformément à notre personnalité, à notre spécificité arabo-islamique : maintenant, on y voit peut-être plus clair, on sait ce que valent ces arguments, d'où ils viennent, à quoi ils servent. Sans doute, tous ceux qui les reprennent à leur compte ne sont pas toujours des bourgeois ; mais que ce soit par étourderie, par ignorance ou aliénation, peu importe : ils se font les agents de la réaction dont le propos, bien entendu, est d'empêcher toute évolution. Mais la réaction a intérêt, également, à camoufler le présent... en fonction du passé. Depuis la publication de la femme algérienne, j'ai eu l'occasion de rencontrer des médecins et des psychiatres, de recevoir des lettres, des confidences, de consulter quelques statistiques ; le tableau est plus sombre que je ne l'ai brossé il y a trois ans" (p. 76).

C'est tout le but du chapitre deuxième (pp 77-166) qui décrit, tour à tour, des "Situations" objectives, comme autant de pièces à verser au dossier. Partie la plus longue du livre, ce chapitre en est aussi la plus riche, bien qu'il tende à souligner les "ombres" annoncées ! Il y a d'abord les confidences suscitées par le *Magazine de la Jeunesse* de Radio-Alger ; la plupart sont le fait de jeunes filles à qui leurs parents font interrompre leurs études secondaires parce que... il y a un mariage subitement décidé ou parce qu'il faut s'y préparer. "Coincés entre des parents qui ne les comprennent pas et des responsables qui leur parlent trop de "l'avenir radieux du socialisme"... les jeunes ont besoin de se confier" les jeunes filles surtout, or, pour presque toutes,... le milieu ambiant traditionnel ou modernisé, n'a qu'une réponse à leurs aspirations aux études, au travail et à une vie sociale : "Cela vous suffit, car après tout, vous n'êtes que des femmes, vous n'avez pas besoin d'études, ni de travail. Seul l'homme est fait pour cela. Quant à la jeune fille, son but est de rester à la maison et de se marier avec celui qui frappera à la porte, qui plaira à nous et non à vous" (p. 81). Confidences de tous ordres : les jeunes filles trop tôt mariées, celles fiancées contre leur gré, celles que l'on retire d'un travail qu'elles croyaient libérateur... Et puis confidences de docteurs et de sages-femmes. sur les "névroses, déséquilibres, angoisses et folies de tout ordre..., les traumatismes du "viol" du mariage imposé, des organes malmenés, déchirés, blessés, malades de façon incurable souvent" (p. 86).

L'auteur en vient alors aux tentatives de suicide des jeunes filles. Déjà, en novembre (1964), l'hebdomadaire *Jeunesse* en avait rapporté quelques unes Le docteur M. B. précise qu'en 1964, et dans, la seule ville d'Alger, nous avons enregistré, à l'hôpital, 175 tentatives de suicide pour mariage forcé. Cela fait, en moyenne, une tentative tous les deux jours"... "mais ce chiffre, poursuit l'auteur, est probablement inférieur à la réalité : il ne tient pas compte des suicides camouflés en accidents, ni même des autres essais manqués" (p. 88). Vient enfin le cas de Nadia dont *Alger-Républicain* parle. . , de trop, au dire des responsables : "Pour échapper au mariage forcé, une jeune dactylo tente de se suicider en avalant de l'acide chlorhydrique" (p. 91). A ce propos, J. E. Ben Cheikh aura le courage d'écrire, dans *Révolution Africaine* (13/2/1965) : "Dites-vous bien femmes algériennes, que votre niveau d'instruction n'est pas en cause, ni votre culture, ni ce courage dont on fait état, à l'occasion. Ce ne sont point des arguments de la sorte qu'on vous opposera. Et pour cause. Il s'agit simplement du mépris traditionnel, séculaire, physiologique, attaché à votre personne. Et avec quelle habileté hypocrite nous savons le traduire en raisons honorables. Je dis nous, car c'est de nous tous, Algériens, qu'il s'agit, de chacun de nous qui prend part à cette conspiration honteuse dont sont victimes nos sœurs" (p. 97). Mais ni l'émission radiophonique ne peut y porter quelque remède, ni l'Union Nationale des Femmes Algériennes ("Nous ne pouvons pas, seules, changer le monde") ne peut entreprendre une action rapide pour transformer les mentalités : les impatients auraient-ils toujours tort ?

Fadéla M'rabet donne ensuite les conclusions de nombreuses enquêtes médicales sur l'ambiance et les données techniques de la parturition, en général, en Algérie. "Les grossesses précoces chez les très jeunes femmes (à 20 ans, 83 % des Algériennes sont mariées!) sont sources d'avortements et d'accouchements. prématurés... Nombreuses sont les primipares accouchées à domicile dont l'enfant est mort... Chez les grandes multipares, le vieillissement, est très précoce et les grossesses rapprochées sont à l'origine des psychoses puerpérales" (p. 117). Dépassant alors la

"maternité" et ses problèmes spécifiques, l'auteur aborde des faits pris sur le vif : il s'agit de problèmes cruciaux pour le monde féminin algérien, au nombre desquels viennent la virginité (pp. 118-119), la fécondité (pp. 120-122), la polygamie (pp. 122-126) très souvent mal acceptée et cause de conflits. Dans un essai de synthèse, Fadéla M'rabet souligne que, "pour beaucoup (de mères), il s'agit d'un enfant conçu sans amour, d'une grossesse supportée parce que, c'est le sort des femmes : on n'a qu'une hâte, c'est d'être bientôt délivrée" (p. 128). Or, il faut le reconnaître, "ce qui frappe, chez (celles qui n'ont jamais quitté leur milieu traditionnel), qui forment actuellement la grande majorité de la population féminine adulte, c'est leur passivité. Il en est tout autrement, lorsque la femme est sortie du milieu traditionnel, et c'est peut être la femme de ménage qui risque de souffrir le plus en comparant sa propre vie à celle des familles dans lesquelles elle travaille. Le choc est brutal et situé dans la vie, alors que, dans le milieu scolarisé, la transition se fait de façon plus "intellectuelle", de même que l'initiation réalisée par la télévision" (p. 130).

Quelle est la situation familiale de tant de "femmes aigries et désabusées" ? "La plupart du temps, c'est la belle-famille qui s'acharne contre elles, directement ou (et) par le mari interposé : dans notre société endogamique, l'épouse qui n'est pas cousine est très mal acceptée ; qu'elle vienne d'une autre "tribu", d'un autre village, d'une autre région, et, à plus forte raison, d'un autre pays, elle reste l'étrangère" (p. 131). De plus, les perspectives de divorce ne sont pas sans poser des problèmes... "Je sais que si je pars, je n'ai pas droit à mes enfants, dont je ne voudrais pas me séparer pour tout l'or du monde" (p. 132)... "J'ai fait plusieurs fois mes valises, mais je me dis ; qu'est-ce que vont devenir les enfants sans toi ?" (p. 133) et l'auteur d'ajouter à ces témoignages : "Épousées jeunes et sans amour, bientôt affaiblies (quand ce n'est pas délabrées) par de multiples grossesses et les travaux domestiques, déjà vieillards à 35 ans, aigries ou névrosées, comment ces femmes retiendraient-elles leurs maris ? Le "travail de sape" des belles-mères, et la liberté dont ils jouissent à l'extérieur, font le reste : ils se déprennent d'autant plus facilement qu'ils n'ont guère été épris, et ils renvoient l'épouse, ou divorcent" (p. 134). "Au printemps 1959, rapporte *Révolution Africaine* (26/12/1964 et 2/1/1965), une enquête révélait qu'à Alger la répudiation était à l'origine de 70% des dissolutions de mariage" : répudiations, divorces, abandons de famille se font chaque jour plus nombreux, et pour les motifs les plus futiles, lesquels sont engendrés surtout par les situations "de transition" (celles que vivent les milieux urbains) : "les jeunes couples qui divorcent sont moins des couples à l'européenne que des couples à cheval entre l'euro-péen et le traditionnel" (p. 140). *Algérie Actualité*, dans un article sur la marée des divorces (9/10/1966) "signalait qu'en automne 1966, les abandons de famille se chiffraient, pour le Grand-Alger, à 10.000" (p. 141).

Il restait à l'auteur de sonder le monde du travail, pour y considérer les chances de libération (économique) de la femme. Des éléments détaillés de statistiques sont largement fournis aux pp. 144-164. Quelle était la situation en 1954 ? "Population active agricole : 1.600.000 hommes et 1.000.000 femmes. Population active non agricole : 411.000 hommes et 35.000 femmes. Moins de 10 % donc et, parmi elles, 80 % de femmes de ménage" (p. 145). Un État des effectifs féminins employés dans l'agriculture, y compris les comités de gestion, (Mai 1965) signale que des arrondissements n'ont pas de travailleuses permanentes. (ouvrières agricoles, employées de bureau ; par exemple, à Constantine, 95 comités de gestion femmes : néant" (p. 147)... Ainsi, "dans l'agriculture - où l'on trouve le plus grand nombre de femmes au travail - les Algériennes sont surtout ouvrières, et saisonnières... Autrefois, les paysannes se louaient : au colon, aujourd'hui, elles se louent au propriétaire algérien ou au comité de gestion" (p. 148). "En 1964, les bureaux de main-d'œuvre ont enregistré, chaque mois, 19.076 demandes d'emploi : 17.787 proviennent des hommes (93, 3 %) et 1.289 des femmes (6,7 %)...., mais, toutes proportions gardées, les placements féminins sont plus nombreux que les placements masculins" (p. 149) ; néanmoins ils "ont un caractère d'instabilité qui les fait assimiler à des placements temporaires". Le gros obstacle est le manque de qualification professionnelle du monde féminin. C'est vrai pour les ouvrières, c'est aussi vrai pour les employées. "L'invasion" des femmes dans le monde du travail est dérisoire. C'est "à l'Éducation Nationale qu'elle est la plus sensible. En 1965, on dénombre : dans le primaire : 4.000 enseignantes (dont 3.387 francophones) contre 14.709 enseignants ; dans le secondaire : 288 contre 1.558 ; dans le supérieur, on n'en compte que 4... (Ajoutons) 100 femmes pour le personnel administratif" (p. 159). "De l'Éducation Nationale aux autres administrations, le taux de féminité décroît brutalement", ce qui amène l'auteur à conclure : "De cette absence résultent toutes les conséquences qu'on a vues : parce que, dans leur majorité, les Algériennes ne travaillent pas, elles restent, jeunes filles, soumises à leur père, femmes à leur mari, et leur révolte, quand elle se manifeste, les conduit à une impasse : suicide, divorce - et retour dans la famille, ou remariage et soumission" (p. 164). Les Algériennes se préparent-elles, au moins, à travailler demain ?

Avec le troisième chapitre, Fadéla M'rabet analyse les Tendances qui, tels les germes d'un monde meilleur, apparaissent et ne demandent qu'à croître" (pp. 165-238). Il y a d'abord la scolarisation, de plus en plus massive, de la jeunesse féminine. "Sans doute, les groupes

numériquement les moins nombreux (professions libérales, patrons), mais économiquement les plus favorisés, donnent à l'enseignement supérieur beaucoup plus d'étudiantes que les classes les plus nombreuses et les plus pauvres... , ils en donnent plus qu'avant... En 1958/59, on comptait 58 étudiantes pour 472 étudiants à Alger, en 1963/64, on en compte 473 pour 3.020, et elles sont aussi nombreuses en médecine (233) qu'en lettres (204)" (p. 171). L'enseignement secondaire est aussi bien fourni en élèves provenant des catégories les plus favorisées de la population, mais là aussi les chiffres augmentent rapidement "en 1958/59, on y comptait 4.218 filles (contre 12.234 garçons) ; en 1963/64, on y compte 19.923 filles (contre 43.925 garçons)... et au 15 janvier 1966, l'enseignement secondaire groupe 120.416 élèves dont 35.128 filles" (p. 175). Mais, à ce niveau des études, l'auteur souligne deux faits importants : l'absentéisme des filles (retenues trop souvent à la maison pour certains travaux) et leur inégale répartition entre les niveaux du secondaire car, si les basses classes sont saturées, les hautes classes voient au contraire un trop petit nombre de filles parvenir effectivement au terme de leurs études secondaires (l'interruption des études intervient constamment, en liaison avec le mariage prématuré, semble-t-il). Reste l'enseignement primaire : "l'écart entre les garçons et les filles y demeure grand ; actuellement, le rapport garçon-fille oscille autour de 1,63 (1,55 au cours préparatoire ; 2,43 au cours de fin d'études)... et chaque année il y a toujours plus de garçons que de filles nouvellement scolarisés" (p. 180). En milieu urbain, la fille est nettement favorisée ; en milieu rural, l'école primaire apparaît encore comme un luxe pour la petite fille. Il n'en reste pas moins vrai que les chiffres globaux sont annonciateurs d'une scolarisation totale du monde des jeunes filles : "en 1958/59, 156.520 filles étaient scolarisées contre 282.470 garçons ; en 1963/64, elles sont 414.262 contre 648.833_ et au 15 janvier 1966, l'enseignement primaire comptait 504.542 filles sur un total de : 1.332.203 enfants scolarisés" (p. 181). "Il reste donc que, dans le domaine scolaire proprement dit, les progrès sont réels... la scolarisation n'est pas "mal partie" et les filles, comme les garçons, ont pris le chemin des écoles" (p. 185). Mais il reste qu'à la démocratisation de l'enseignement doit succéder son algérienisation... " et aussi son ouverture et son adaptation au monde économique : la formation professionnelle des jeunes filles est encore loin d'être ce qu'elle devrait être, d'autant plus que les "mentalités collectives" se sont fait et se font encore une idée "étroite" quant aux professions et aux métiers qu'une femme peut exercer dans la société algérienne sans... être méprisée !

A côté de ce phénomène massivement important de la scolarisation, l'auteur souligne encore l'intérêt de nombreuses autres tendances : participation de la jeunesse féminine aux œuvres parascolaires (sports, "algériades", etc...), développement d'une "planification familiale" que l'opinion, officielle comme privée, considère désormais comme inéluctable et souhaitable, élaboration douloureuse et trop longue d'un Code Civil (ou de la Famille) qui assure enfin, sur des bases juridiques, le devenir du foyer et la réhabilitation de la femme (jusqu'où. irait-on dans ce domaine et qui imiterait-on ? Les Tunisiens ou les Marocains ?), balbutiements difficiles de l'Union Nationale des Femmes Algériennes qui, grâce à son 1^{er} Congrès (novembre 1966), entend proclamer sa volonté de promouvoir plus efficacement la condition féminine (cf. une longue motion abordant tous les sujets les plus aigus). A travers tous ces faits, qui sont autant de promesses, se reflète "l'image contradictoire que la société algérienne se fait de l'évolution de la femme, la peur et, en même temps, le désir qu'elle a de cette évolution ; ils sont plus représentatifs et, en ce sens, ils n'entretennent pas d'illusions" (p. 233).

En Annexes (pp. 239-303), Fadéla M'rabet fournit divers documents instructifs qui invitent à réflexion et seront très utiles au chercheur. Il y a d'abord "Ce projet qui n'existe pas" (pp. 242-255) qui reproduit le dernier Projet de Code du Statut Personnel, en soulignant les passages où une certaine disparité est maintenue entre l'homme et la femme au plan des droits ou des devoirs. Puis, l'auteur résume et commente une étude de droit comparé entre divers statuts personnels : "Sur quelques codes de statut personnel" (pp. 256-275), à savoir les codes tunisien, marocain, syrien, irakien, malien, éburnéen (Côte d'Ivoire) et algérien (loi partielle). Elle y ajoute des projets égyptiens de statut personnel pour musulmans et pour non-musulmans, sous le titre : "L'Égypte en mouvement ?" (pp. 276-280), puis y adjoint diverses études ou de multiples extraits sur la condition féminine dans le monde arabo-islamique : "quelques traditions" (pp. 280-291) se référant au Liban, à l'Irak, au Yémen, à l'Arabie Séoudite, à la Mauritanie, à la Tunisie, au Sénégal, au Tanganyika et au Pakistan, avant de signaler l'exemple d'un homme de progrès : Bourguiba. La dernière Annexe concerne le Planning familial (pp. 292-303) tel qu'il se développe en Tunisie, en R.A.U., au Maroc, avant de se terminer par trois pages de PROMESSES qui, en R.A.U. et en Tunisie, permettent d'augurer en bien du devenir féminin dans la nouvelle société arabe.

3) Perspectives et réflexions.

Ce plan révèle assez combien l'analyse des faits se veut, ici, objective : chaque fois, l'auteur a refusé le caractère plutôt subjectif des seuls cas individuels, pour essayer de fournir des chiffres, des rapports, des perspectives d'ensemble, bref tous documents qui cherchent à donner des faits une description fidèle, raisonnée et dépassionnée. On lui en saura gré, car, ce faisant, elle oblige le lecteur à la lire intelligemment et à considérer le problème sous l'angle scientifique : il y a alors des évidences indiscutables et elles sont de taille... ! L'évolution en cours est un fait irrécusable et nul ne peut plus l'endiguer : des réalités économiques et culturelles transforment puissamment la société algérienne actuelle et l'obligent, bon gré mal gré, à renouveler ses modèles sociaux... principalement celui de la femme et celui de la famille (4). Certes, une telle évolution demeure précaire tant que la société n'en prend pas définitivement acte en la traduisant dans des institutions nouvelles (lois, chartes, règlements administratifs, etc...) et ce fut le cas, hélas, au lendemain des sept années douloureuses. Cependant aujourd'hui, le Pouvoir semble aller de l'avant, lentement mais sûrement : les Tendances ici analysées le prouvent à leur façon.

Il reste que ce processus peut-être accéléré par une plus grande prise de conscience de la société comme telle, et c'est ici que le regard réaliste de l'auteur entend conjuguer, à la fois, l'approche objective des faits avec la création et la suscitation d'une "mystique" de libération, chez les uns et chez les autres, car les hommes d'Algérie ont besoin, tout autant que les Algériennes, de se convaincre enfin qu'une page est tournée et qu'il leur faut renoncer à se réclamer (et à bénéficier) du "rôle masculin" que leur avaient légué "ces ancêtres qui redoublent de férocité" : l'opération suppose un certain sacrifice, mais, là encore, l'idéal d'une "nouveau de vie" pourrait emporter plus d'une adhésion (et des études récentes, tel le Colloque de l'École des Parents, de Tunis (octobre 1966) proposent des méthodes en ce sens). On ne peut jamais envisager de mutation sociale sans faire appel à tous les éléments constitutifs de la société, en même temps. L'auteur a eu le mérite de le souligner.

Certes, il y aura toujours contestation en ce domaine et les critiques qui ont accueilli la parution de ce deuxième livre de Fadéla M'rabet n'ont pas manqué, sans parler de l'incident dont il a été fait état plus haut. *Révolution Africaine*, par trois fois, s'y est repris. Dans le n° 260 (8/14 février 1968), le docteur Khaldi, sous le titre "La mini-vadrouille", s'en prend aux "traversées culturelles" entre France et Algérie, et ajoute : "Pour mettre en relief les déchirures morales de la société algérienne, on fait appel à de nouvelles "désenchantées" en mini-jupes qui, sur un ton qui se veut émouvant, font du plaidoyer en faveur de la femme algérienne un réquisitoire contre leur pays... Le clou de l'émission (à la Télévision française) demeure F. M'rabet parce que, visiblement, son laïus était affranchi de toute forme à l'égard de son pays et de ses traditions. Sa jactance, qui prit même le Coran pour cible, avait son prix aux yeux du metteur en scène". Le n° 261 (15/21 février 1968) publie une lettre de Néfissa Mejdoub, assistante sociale, intitulée : "Combattre la démagogie", dans laquelle elle demande à l'auteur de ne pas "faire le procès des mœurs algériennes", même "si quelques faiblesses existent encore au sein de notre société". Enfin le n° 267 (28 mars/3 avril 1968) publie "jalons sur la voie du féminisme algérien" où Malek Bennabi retrace toute l'histoire de l'Islam algérien, soulignant au passage quelles furent les femmes qui s'y illustrèrent, jusqu'à celles qui, moururent pendant les années difficiles : "Ce qui fait l'erreur d'un féminisme quelconque, c'est que ses promoteurs le conçoivent et le formulent comme une revendication de la femme contre la société. C'est ainsi d'ailleurs qu'une certaine presse s'est prêtée, à l'étranger, assez complaisamment à répandre chez nous la théorie d'un pseudo-féminisme algérien qu'un ami a baptisé avec humour le "fadilo-m'rabtisme". Notre féminisme ne doit pas être "made in quelque part". Il doit porter notre marque...".

Jeune Afrique, par contre, sans porter aucun jugement, avait salué la parution du livre avec joie et en avait publié plusieurs pages (5). Sans l'exprimer, il rejoignait la note d'optimisme qui semble se dégager, somme toute, à la fin du livre, nonobstant les freins, les difficultés et les obstacles qui demeurent. Depuis trois ans, des choses ont bougé en Algérie, et les premiers signes s'y multiplient d'une émancipation réelle des Algériennes (6). Cette émancipation s'est entreprise sans grand tapage ni déclaration fracassante, sans doute ; elle ne saurait se développer que dans un climat constructif et dans une certaine unanimité où les "explications" abonderaient afin que les partenaires mis en cause surmontent leurs réticences, leurs peurs ou leurs timidités grâce peut-être à une explicitation officielle du nouveau type de femme et, aussi, d'homme que la société algérienne entend réaliser.

Avant que la société globale change enfin et se re-définisse, il importe sans doute à toute personne, consciente des urgences de l'heure en ce domaine et des valeurs de "personnalisation" qui y sont engagées, d'intervenir, à la mesure de ses possibilités, pour aider les uns et les autres à réfléchir et à réviser attitudes et comportements, pour encourager les jeunes filles à persévérer dans

l'épanouissement de leur intelligence et dans leur préparation professionnelle, pour informer les fiancées, les épouses et les divorcées de toutes les possibilités juridiques que la Loi leur reconnaît déjà et dont elles peuvent faire usage, si elles le veulent : dire "oui" soi-même au moment de la conclusion du mariage, mettre certaines clauses dans le contrat de mariage, intervenir auprès du juge lors d'une menace de répudiation, etc..., toutes choses qui seront précisées dans un prochain Document sur le Droit familial au Maghreb.

M. Borrmans.

NOTES.

1. Fadéla M'rabet, *La femme algérienne*, Paris, François Maspéro, Série "Cahiers libres", n° 66, 1964, 140 p.
2. L'émancipation de la femme algérienne a déjà fait l'objet de maints Documents dans les diverses Séries de *COMPRENDRE*. Ainsi, entre autres :
 - jaune 22 - 15/3/61 - Romans sur les milieux féminins algériens (J. Déjeux) (13 p.).
 - blanc 56 - 1/10/64 - Les jeunes algériens et le problème de la mixité (J. Déjeux) (12 p.).
 - blanc 62 - 19/10/65 - La jeune fille algérienne 1965 vue par elle-même (J. Déjeux) (10 p.).
 - blanc 64 - 18/2/66 - Jeunes travailleuses algériennes (J. Déjeux) (9 p.).
 - saumon 71- 5/3/65 - Les valeurs islamiques (selon l'Association "al-Qiyam" en Algérie) (J. Déjeux) (10 p.).
3. Citons, parmi bien d'autres références à des jugements sur ce premier livre de Fadéla M'rabet :
 - *Perspectives*, n° 6, avec un intitulé : "La femme algérienne" (F. M'rabet).
 - *Jeune Afrique*, avec l'intitulé : "Algérie. , féminin et pluriel", par Assia Djébar (14/2/1965),
 - *al-Tahhîd al-islâmî* (Humanisme Musulman), avec l'intitulé : "La femme musulmane", par El-Hachemi Tidjane (critique de "la femme algérienne"), n°9.
 - *Révolution Université*, avec un intitulé : "Le 'drame de la femme algérienne", par Bencheikh Djilali, n°1, fév. 1965, pp. 21-22 (passage cité plus loin dans la présente recension).
 - *Libération*, sous le titre "Une étude exemplaire" (30/12/1964 - p. 10).
 - *Novembre*, avec l'intitulé : "La femme algérienne", par N. Tidaïi (n° 4, mars-avril 1965, pp. 118-123).
4. On consultera, avec profit plusieurs études récentes du Secrétariat Social d'Alger :
 - *Dossier sur le problème de la femme algérienne*, n° 4, novembre 1963, 34 p. Les nouvelles familles, n° I, avril 1966, 35 p.
 - *Le monde des jeunes algérois*, n° I, mai 1967, 23 p.
 - *Le monde des femmes et Son entrée dans la cité*, n° 8/9/10, décembre 1967, 62 p.
5. Cf. *Jeune Afrique*, 22/10/1967, pp. 24 à 29.
Cf. aussi *Croissance des Jeunes Nations* qui présente le livre sous le titre : "La lutte tragique des femmes algériennes", n° 71, nov. 1967, pp. 16-17.
6. Faut-il parler ici du Rapport de l'Union Nationale des Femmes Algériennes, lors du 1^{er} Congrès (19-25 novembre 1966), de la participation des femmes aux élections communales... ?
Un prochain Document essaiera de reprendre toutes ces nouvelles "tendances"



S. M. A. Comprendre 20, rue du Printemps PARIS C. C. P. : 15 263 74
--